

VINGT ANS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE AU NIGERIA (Ifé, 13-16 octobre 1980)

DEUX objectifs précis étaient assignés à la conférence par ses organisateurs. D'une part elle devait faire le bilan de l'expérience nationale en matière d'administration publique en précisant comment les importants événements qui ont marqué la vie politique et économique nigériane ont influencé son système administratif, et vice versa (discours d'ouverture du vice-chancelier d'Ifé et adresse liminaire présidentielle). D'autre part, la conférence devait, sur cette base, procéder à l'étude de mesures à prendre pour que l'administration joue le rôle qui lui revient dans la décennie qui commence, compte-tenu des préoccupations nationales actuelles. En effet, le 1^{er} octobre précédent, le pays venait de célébrer le vingtième anniversaire de son accession à la souveraineté internationale, mais aussi et surtout le premier anniversaire du retour à un régime constitutionnel civil, après treize années de gouvernement militaire. A l'occasion de cet événement, les hauts fonctionnaires de l'administration publique nigériane avaient fait l'objet de sérieuses critiques, le président Shagari les accusant de refuser de s'adapter aux exigences de la nouvelle Constitution de type présidentieliste et aux subtilités de la nouvelle politique. Des accusations de sabotage volontaire de l'action de la nouvelle équipe gouvernementale étaient même émises.

Le public de la conférence comprenait d'abord des intellectuels venus pour la plupart des universités nigérianes mais aussi de l'étranger, ainsi que des journalistes. Étaient également présents d'anciens hauts fonctionnaires, les « poids lourds » de l'administration nigériane. Après avoir servi sous la colonisation, ils ont en effet dirigé et contrôlé l'administration au lendemain de l'indépendance, et préparé la plupart des grandes réformes de l'administration durant les années soixante (Chief Adebo, S.-O. Wey). Enfin participaient aux travaux de la conférence la « crème » de la haute administration nigériane actuelle, comprenant les chefs de la fonction publique fédérale et des États, les secrétaires généraux de ministères et les conseillers politiques présidentiels. Les participants disposaient donc d'expériences assez longues et très diversifiées en matière d'administration (Major-General D. Jemibewon, Professeur Babs Fafunwa, Justice T. Aguda) et venaient de toutes les parties du pays.

Si le succès d'une entreprise doit être évalué à la mesure de la réalisation des objectifs spécifiques initialement visés, il reste difficile de se convaincre que la conférence ait été un grand succès. Plusieurs raisons motivent cette appréciation. D'une part les préoccupations des participants étaient trop divergentes. D'autre part, la conférence fut trop peu critique pour permettre de dégager des perspectives nouvelles. Que les thèmes développés par les participants aient dévié des objectifs attribués à la conférence est quelque chose qui est apparu aussi bien dans les communications que lors des débats en séance plénière ou au cours des travaux en commission.

Les intellectuels et universitaires participants ont été, quant à eux, d'autant plus déçus que leurs thèses, quelquefois provocatrices, n'ont pas suscité les réactions qu'elles visaient et méritaient. La conférence a, la plupart du temps, éludé les questions « subversives ». Il est vrai que, mûs par le souci de ne pas choquer ou embarrasser les « poids lourds » présents, certains avaient eux-mêmes présenté des analyses parfois ambiguës (N.-U. Akpan, E.-O. Akeredolu-Ale).

Les administrateurs de l'ancienne génération ont, quant à eux, pris un soin méticuleux à redorer leur blason, à mettre (ou remettre) en valeur leur « contribution » au « développement national » et surtout à la sauvegarde de l'État nigérian durant les crises politiques des années soixante, et à souligner que les défaillances de « leur » période devraient être attribuées aux politiciens d'alors (A.-O. Adebayo, S.-O. Wey).

Pour ce qui concerne les administrateurs encore en poste, ils voulaient d'abord souligner l'importance du rôle qui leur revient dans la conjoncture politique actuelle afin qu'une place de choix et de respect leur soit octroyée. Ils se sont également montrés soucieux d'exprimer leur condamnation des purges dans l'appareil administratif, comme celles effectuées en 1975 par le régime de Murtala Mohammed. Ils ont également exprimé leur appréhension d'une politisation de l'appareil administratif. Les hauts fonctionnaires, enfin, ont insisté à nouveau sur la nature purement « instrumentale » de leur administration, tout en soulignant que, même s'ils ont joué de manière indiscutable un rôle de premier plan sous le régime militaire, ce n'était là qu'une situation exceptionnelle.

Il est évident que ces diverses préoccupations des participants ne se conciliaient que difficilement avec les objectifs de la conférence. Les débats n'ont pas mis l'accent sur les défaillances essentielles et structurelles de l'administration. A la base des discussions, il y avait l'idée que l'administration nigériane s'est révélée performante depuis 1960 (A.-D. Yahaya et A. Ogunna firent exception). Les plaintes et lamentations du citoyen nigérian n'ont fait l'objet que d'une attention secondaire, et quelque peu méprisante (travaux de la commission sur le contrôle de l'administration). Les conférenciers se seraient fait brûler les doigts plutôt que de soulever çà et là des questions qui les intéressaient mais dont la solution leur échappe. Si, en 1974, la commission de Udoji (*Public Service Review Commission, Main Report*, septembre 1974) avait pu faire des propositions de réformes significatives, c'est sur la base de l'idée que tout n'allait pas pour le mieux. Une telle attitude n'a pas

existé durant la conférence, où il est apparu au contraire que le gouvernement fédéral semblait rechercher une tribune d'« experts » pour donner un écho favorable à sa politique en matière d'administration (Shehu Musa et Chief T. Akinyele, qui a présidé et grandement influencé les travaux de la commission sur l'administration financière). Les administrateurs, de par la nature de leur statut, ne pouvaient nullement l'empêcher d'atteindre cet objectif, même si cela n'était pas le souci de la Faculté d'administration de l'Université d'Ifé, qui avait organisé la conférence en collaboration avec les services compétents de la Présidence.

La conférence aura cependant présenté un intérêt certain pour les chercheurs car elle a été un forum précieux pour l'échange de connaissances sur la société nigériane. Les travaux de la conférence devront être prochainement publiés et témoigneront ainsi de la richesse des informations présentées. Pour des spécialistes d'administration publique ou des politologues, la conférence a également mis en exergue des problèmes théoriques et pratiques importants, tels que le rapport entre administration et système politique et social ou la dichotomie entre hauts fonctionnaires et politiciens (E.-O. Akeredolu-Ale, A. Adeogun, A.-D. Yahaya, A. Afonja et I. Alo). Enfin la conférence a rappelé la parenté ou l'identité idéologique entre les fonctionnaires des échelons supérieurs et les groupes sociaux dominants dans le pays (S.-O. Wey, A.-R. Anao et A.-O. Sanda dans leur défense, plus ou moins directe, de l'initiative privée et de la libre entreprise). L'administration nigériane faisait ainsi figure de l'un des derniers (et non des moindres) maillons de sauvegarde d'un système politique de nature conservatrice. A cet égard, la conférence a permis à une intelligentsia dont le rôle et l'importance dans la politique nigériane ne sauraient être perdus de vue, de faire ou refaire la paix entre ces différents groupes (G.-A.-E. Longe).

O.-M. Laleye